

AKTUELL

ÉCOLOGIE

Think global, act global

Luc Caregari

Être le plus grand fabricant d'acier de la planète, implique aussi des responsabilités - c'est ce qu'a rappelé à ArcelorMittal une coalition internationale d'ONG.

C'est une première et non pas des moindres : mardi dernier, lors d'une conférence de presse dans une petite et ténébreuse salle de conférence d'un hôtel sur l'avenue de la liberté, des ONG très diverses se sont réunies pour informer la presse de leur lutte commune contre ArcelorMittal, qui présentait presque au même moment son rapport annuel à quelques mètres de là. Eux aussi avaient leur rapport à présenter, celui des manquements graves du géant de l'acier dans le monde entier. « Et ce rapport est loin d'être exhaustif », a rappelé Sunita Dubey, représentante de l'ONG groundwork USA, qui s'occupe des plaintes des habitant-e-s dans les environs du complexe industriel qu'entretient ArcelorMittal à Cleveland dans l'Ohio. Et de continuer : « Nous ne pouvons pas recenser toutes les plaintes, pour la simple et bonne raison que dans beaucoup d'endroits où se trouvent des fabriques d'ArcelorMittal, les gens ne se révoltent pas contre les manquements du management de l'entreprise ».

Un management qui - au moins sur le papier et pendant les conféren-

ces de presse - se dit conscient des risques et qui pour cela aurait mis la sécurité en tant que priorité numéro un du groupe. Malheureusement, les chiffres ne correspondent pas trop aux promesses de l'entreprise. Ainsi, une centaine de miniers sont morts dans des accidents dus à des fuites de méthane au Kazakhstan. Le géant de l'acier - qui a acquis ces mines en 1997 - n'a presque rien fait pour améliorer la sécurité de ses travailleurs. Une investigation officielle aurait même fait état de normes de sécurité datant des années 50, peu améliorées depuis. Étonnant, quand on sait le peu d'amour que le gouvernement kazakh porte à son peuple. Mais il y a pire, au cours d'une autre investigation, le procureur général du Kazakhstan a indiqué qu'ArcelorMittal violait clairement la loi nationale, en acceptant des subsides et des baisses d'impôts sans donner les contreparties exigées. Même des grèves dans les mines kazakhes, qui ont connues leurs pires accidents en 2006 et en 2008, n'ont rapporté que peu : une hausse minimale du salaire. Alors que les mineurs réclamaient surtout d'être payés en fonction du temps passé sous terre et non en fonction des tonnes de charbon extraites. Stakhanov appartient décidément au passé, et ArcelorMittal, une compagnie qui se targue de « moderniser » des indus-

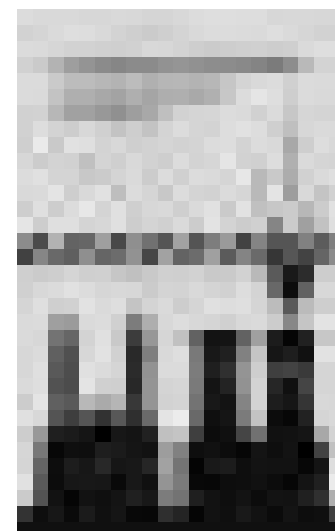
tries d'acier moribondes pour sauver des régions entières de la banqueroute ferait mieux de se le rappeler.

Mais le principal problème reste la pollution. Certes, personne n'exige que l'industrie de l'acier se mette à cultiver des fleurs dans les hauts-fourneaux, mais dans cette problématique, les promesses d'ArcelorMittal restent loin derrière la réalité. Ainsi à Cleveland, où des familles entières souffrent des émissions toxiques et surtout les enfants : asthmes, eczémas et autres maladies directement liées à la pollution, pullulent dans les environs du complexe nord-américain, qui permet au groupe d'être un des plus grands fournisseurs de l'industrie automobile nord-américaine.

La sécurité, c'est pour les actionnaires

Ou encore en république tchèque, où les niveaux d'arsenic et autres polluants dans l'air excèdent jusqu'à 700 pour cent les taux légalement autorisés, ce qui représente une grave menace pour la santé des quelques 300.000 personnes qui vivent à proximité de l'usine d'Ostrava. Même si ArcelorMittal a vraiment investi dans la dépollution des sols contaminés et même entrepris quelques modernisations sur les machines, le problème reste que depuis la reprise par le géant indien en 2002, la production d'acier a doublé. Cela signifie que les mêmes standards ne peuvent pas garantir un meilleur environnement si la pollution se dédouble.

On peut trouver des scénarios semblables un peu partout dans le monde. Même en Inde, qui est pourtant le pays d'origine du patron du groupe, ArcelorMittal n'adopte aucunement une attitude plus responsa-



ble. Aux alentours d'Orissa, un nouveau complexe industriel menace non moins de 17 villages, qui pourraient disparaître si ArcelorMittal obtient les terres promises par le gouvernement indien, qui a accueilli plein de bienveillance Lakshmi Mittal après la fusion avec Arcelor, même si ce dernier n'avait auparavant jamais investi un seul dollar dans sa terre natale.

On pourrait citer d'autres exemples encore, comme en Afrique du Sud, où les travailleurs se sont ouvertement rebellés contre les agissements du groupe près de Vanderbijlpark, mais le scénario reste toujours le même : ArcelorMittal vient dans une région de préférence pauvre et dévastée, encaisse des subventions ou profite de taux d'impôts extrêmement bas, engrange les profits mais ne change pratiquement rien à la situation des populations. Cette attitude irresponsable est celle qu'on prête d'habitude aux grandes industries du Nord, qui n'ont en rien perdu leur faim de profit et d'exploitation.

La nouveauté ici, c'est qu'il s'agit d'un groupe issu partiellement d'un pays émergent, qui devrait donc a priori se comporter différemment. Mais la réalité montre que les règles du marché global sont les mêmes pour tout le monde, les injustices aussi. Alors qu'il existerait bel et bien des moyens de changer les choses. Il suffit de regarder les bénéfices miraculeux du groupe. Qui peut engranger des milliards, peut aussi investir quelques millions dans la sécurité, non ? Et ne serait-ce que pour garantir la survie du groupe à long terme. Parce qu'à la fin, ce ne sont pas seulement les actionnaires qui trinqueront, mais aussi les quelques 300.000 employé-e-s du groupe ainsi que toutes les personnes qui en dépendent.

Le rapport des ONG unies contre ArcelorMittal peut-être téléchargé sous l'adresse suivante : http://bankwatch.org/documents/mittal_local_impacts.pdf



Grâce à ArcelorMittal, les habitant-e-s d'Ostrava profitent de taux de pollution qui excèdent de 700 pourcent la limite légale.